

Chers parents,

Ce mardi 8 mars, journée de lutte pour les droits des femmes, nous serons en grève comme de nombreuses femmes et hommes en France et ailleurs dans le monde pour dénoncer le peu de progrès de ce qui était pourtant annoncé comme une grande cause nationale, l'égalité entre les femmes et les hommes.

Alors que la première loi sur l'égalité professionnelle qui impose « à travail de valeur égale, salaire égal » fête ses 50 ans, les avancées concrètes sont rares et les écarts de rémunération persistent dans le privé comme dans le public. Les agentes de la Fonction publique perçoivent toujours un salaire de 19% inférieur à celui des agents. 70% des femmes sont toujours sur les 10% d'emplois les moins bien rémunérés.

Majoritaires dans les métiers du soin et du lien fortement plébiscités durant toute la période de la pandémie, elles sont aides à domicile, ATSEM, travailleuses sociales, AESH, soignantes, enseignantes... mais aussi les grandes oubliées des multiples plans de relances et des mesures sectorielles ambitieuses de revalorisation de leurs métiers.

Le gouvernement, ainsi que tous les employeurs publics, s'obstinent à refuser catégoriquement de financer des mesures pour éradiquer ces inégalités professionnelles et revaloriser les métiers les plus féminisés.

**C'est pour revendiquer cette égalité professionnelle et salariale femmes/hommes, la revalorisation des métiers à prédominance féminine, la fin de la précarité et les moyens de lutter contre toutes les formes de violences faites aux femmes, que nous serons en grève ce mardi 8 mars.**

Nous comptons sur votre compréhension et votre soutien.

Éditée par le SNUipp-FSU 93

***L'équipe Enseignante***

Ne pas jeter sur la voie publique

Chers parents,

Ce mardi 8 mars, journée de lutte pour les droits des femmes, nous serons en grève comme de nombreuses femmes et hommes en France et ailleurs dans le monde pour dénoncer le peu de progrès de ce qui était pourtant annoncé comme une grande cause nationale, l'égalité entre les femmes et les hommes.

Alors que la première loi sur l'égalité professionnelle qui impose « à travail de valeur égale, salaire égal » fête ses 50 ans, les avancées concrètes sont rares et les écarts de rémunération persistent dans le privé comme dans le public. Les agentes de la Fonction publique perçoivent toujours un salaire de 19% inférieur à celui des agents. 70% des femmes sont toujours sur les 10% d'emplois les moins bien rémunérés.

Majoritaires dans les métiers du soin et du lien fortement plébiscités durant toute la période de la pandémie, elles sont aides à domicile, ATSEM, travailleuses sociales, AESH, soignantes, enseignantes... mais aussi les grandes oubliées des multiples plans de relances et des mesures sectorielles ambitieuses de revalorisation de leurs métiers.

Le gouvernement, ainsi que tous les employeurs publics, s'obstinent à refuser catégoriquement de financer des mesures pour éradiquer ces inégalités professionnelles et revaloriser les métiers les plus féminisés.

**C'est pour revendiquer cette égalité professionnelle et salariale femmes/hommes, la revalorisation des métiers à prédominance féminine, la fin de la précarité et les moyens de lutter contre toutes les formes de violences faites aux femmes, que nous serons en grève ce mardi 8 mars.**

Nous comptons sur votre compréhension et votre soutien.

Éditée par le SNUipp-FSU 93

***L'équipe Enseignante***

Ne pas jeter sur la voie publique